



DISTR. :
GENERALE

E/ECA/PSD

22 Mars 1988

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

68050

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Conférence commune des planificateurs,

statisticiens et démographes africains

Cinquième session

Addis Abeba (Ethiopie), 21 - 28 mars 1988

RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LES MODELES DE PLANIFICATION
MULTISECTORIELS ET LES PREVISIONS ECONOMIQUES A COURT TERME
EN VUE DE LA CONCEPTION DES POLITIQUES EN MATIERE DE
PLANIFICATION ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT DANS
LES PAYS AFRICAINS

Introduction

1. Le Séminaire sur les modèles de planification multisectoriels et les prévisions économiques à court terme en vue de la conception des politiques en matière de planification et de gestion du développement dans les pays africains s'est tenu à Moscou (URSS) du 15 au 28 septembre 1986.

2. Les discours d'ouverture ont été prononcés par le Professeur V.L. Makarov, membre correspondant de l'Académie des Sciences, Directeur du CEMI de l'Académie des Sciences de l'URSS, Président du Comité d'organisation du Séminaire, M. R.A. Shumaev, Représentant du Département des organisations économiques internationales du Comité d'Etat de l'URSS pour les relations économiques étrangères et M. M.O. El-Egaily, Représentant de la Commission économique pour l'Afrique.

A. Participation au séminaire et organisation des travaux

3. Ont assisté aux travaux les représentants des pays suivants :

M. Abdoun Ramdane (Algérie); M. Jules Ahodekon (Bénin); M. Bihuhura Edouard (Burundi); M. Diafouka Félicien (Congo); M. Abdel-Kader Hamza Sair (Egypte); M. Meshesha Getahun (Ethiopie); Mme Diana Ayettey (Ghana); M. Isaya Onyango (Kenya); M. Nikhil Treebhooon (Maurice); M. Nouna M'Hamed (Maroc); M. Sebahakwa Augustin (Rwanda); Mlle Oumy Diagne (Sénégal); M. P.B. Rweymamu (Tanzanie); M. Nyadzawo Eyelewe (Togo); et M. Ackim Mwanza (Zambie); ainsi que les organisations suivantes du système des Nations Unies : DIESA, BIT, CNUCED, ONUDI et CEA. L'Académie des Sciences de l'URSS était également représentée.

B. Election du bureau

4. Le séminaire a élu le bureau suivant :

- M. Isaya Onyango (Kenya), Président du Thème I;
- M. Abdel-Kader Hamza Said (Egypte), Président du Thème II;
- M. Sebahakwa Augustin (Rwanda), Président du Thème III;
- Mlle. Oumy Diagne (Sénégal), Président du Thème IV;
- M. Abdoun Ramdane (Algérie), Président du Thème V;
- M. Nikhil Treebhooon (Maurice), Président de la session sur les recommandations du séminaire;
- Mme Diana Ayettey (Ghana), Président de la session de clôture;
- M. Nouna M'Hamed (Maroc), Rapporteur.

C. Adoption du programme de travail

5. Le séminaire a adopté le programme de travail suivant :

Lundi 15 septembre

- Ouverture du Séminaire
- Allocution d'ouverture prononcée par M. Makarov V.L., Président du Comité d'organisation, Membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'URSS

- Les allocutions des représentants du Comité d'Etat de l'URSS pour les relations étrangères
- L'allocution du représentant de la CEA
- Discussion du programme de travail
- Election du bureau et du rapporteur

Thème 1 : Intégration du secteur informel dans la planification du développement économique

- 1.1 Rimashevskaya N.M. (CEMI, AS de l'URSS)
"La balance différentielle comme instrument de prévision de revenus et de consommation de la population"
- 1.2 Kovshov G.N., Burenkova E.E. (CEMI, AS de l'URSS)
"Le modelage des systèmes de transport et de l'infrastructure régionale de production dans la planification de l'économie nationale"
- 1.3 Golansky M.M. (Institut pour l'Afrique AS de l'URSS)
"Le potentiel de l'intensification et sa désagrégation"
- 1.4 Kaba Camara (CEA)
"Intégration du secteur informel dans la planification du développement économique"
- 1.5 Alexander Adu Aboagye
"L'intégration du secteur informel urbain en Afrique : implications pour l'intégration dans la planification du développement"
- 1.6 Documents des pays africains sur le secteur informel
 - (a) Bénin - M. Jules Ahodekon
 - (b) Sénégal - Mlle. Oumy Diagne
 - (c) Kenya - M. Isaya Onyango
 - (d) Congo - M. Félicien Diafouka
- 1.7 Discussions et consultations

Mardi 16 septembre

Thème 2 : La dynamisation des coefficients d'entrée-sortie : expérimentation des projections de croissance économique à long terme dans les pays africains en voie de développement

- 2.1 Matlyn I.S. (CEMI, AS de l'URSS)
"Les complexes des modèles intersectoriels"
- 2.2 Urinson Ya. M. (Central informatique d'Etat de la Commission d'Etat de Planification de l'URSS)
"L'utilisation des modèles intersectoriels dans la planification de l'économie nationale"

- 2.3 Chernyavsky A.V.
"Méthodes de formation des coefficients perspectifs des dépenses pour les modèles intersectoriels"
- 2.4 Nikitina G.V.
"La planification à moyen terme du développement multisectorielle produit-valeur"
- 2.5 Martynov G.V.
"La structure des complexes d'industries interliée et le schéma d'optimisation de leur planification"
- 2.6 El-Egaily M.O. (CEA)
"Dynamisation des coefficients d'entrée-sortie : expérimentation des projections de croissance économique à long terme dans les pays africains en voie de développement"
- 2.7 Se-Hark Park (ONUDI)
"Les travaux de l'ONUDI en matière de modèles : une analyse entrée-sortie des relations entre l'industrie et les services et leurs implications pour la création d'emplois"
- 2.8 Documents des pays sur la dynamisation :
(a) Algérie - M. Abdun Ramdane
(b) Egypte - M. Abdel-Kader Hamza Said
(c) Tanzanie - M. P.B. Rweyemamu
- 2.9 Discussions et consultations

Mercredi 17 septembre

Thème 3 : Le traitement des variables financières, du prix et de la balance des paiements dans les modèles de prévision à court terme basés sur la Matrice de la comptabilité sociale

- 3.1 Gurevich D.I., Shatalov S.I. (Institut pour l'Afrique, AS de l'URSS)
"Les modèles d'analyse et de prévision de la solvabilité des pays en voie de développement"
- 3.2 Detneva E.V., Terushkin A.G. (CEMI, AS de l'URSS)
"Les modèles de la balance financière, valeur de la circulation économique nationale sur la base de l'information économique intégrée"
- 3.3 Albegov M.M., Koltsov A.V. (CEMI, AS de l'URSS)
"Les modèles de l'économie régionale"
- 3.4 Thisen J.K. (CEA)
"Le traitement des variables financières, du prix et de la balance des paiements dans les modèles de prévisions à court terme basés sur la Matrice de la comptabilité sociale"

3.5 Krylov A. (CNUCED)

"L'expérience de la CNUCED dans l'élaboration et le maintien des modèles économétriques pour la projection à court terme de la dynamique économique et les relations économiques extérieures des pays en voie de développement"

3.6 Gomez J. (DIESA)

"Le modèle-type des économies africaines en développement avec la simulation dynamique des politiques économiques"

3.7 Documents des pays sur le traitement des prix et les variables de la balance des paiements :

(a) Rwanda M. Sebahakwa Augustin

(b) Maurice M. Nikhil Treebhohun

3.8 Discussions et consultations

Jeudi 18 septembre

Thème 4 : Modelage du secteur énergétique en vue d'améliorer la balance énergétique

4.1 Shevtsova V.E. (CEMI, AS de l'URSS)

"L'analyse et le modelage de la situation énergétique en Afrique"

4.2 Bugembe P.K. (CEA)

"Modelage du secteur énergétique en vue d'améliorer la balance énergétique en Afrique"

4.3 Sinyak Favi (Dr. es sciences, membre du groupe de travail pour le Président de l'Académie des Sciences de l'URSS)

"La situation générale de l'énergie dans le monde et le rôle des pays en développement"

4.4 Documents des pays sur le modelage du secteur énergétique :

Burundi - M. Bihuhura Elouard

4.5 Discussions et consultations

4.6 Démonstration

Vendredi 19 septembre

Thème 5 : La coopération économique et scientifique entre l'URSS et les pays en développement

5.1 Chetvertakov W.A.

"L'état et les perspectives de la coopération économique et scientifique entre l'URSS et les pays africains"

5.2 Rapport de la CEA (El-Egaily M.O.)

"Coopération économique et scientifique entre l'URSS et les pays africains"

5.3 Discussions et consultations
(Présentations des pays)

Samedi 20 septembre

- Programme culturel

Dimanche 21 septembre

- Visite de Rigota

Lundi 22 septembre

- Programme culturel à Riga

Mardi 23 septembre

Thème 6 : La modelisation de l'économie inter-régionale

- Introduction : allocution du Directeur de l'Institut de l'Académie des Sciences de la République soviétique de Lettonie - Modelisation de l'agriculture en République de Lettonie

Mercredi 24 septembre

- M. Oragilevgn
Modelisation inter-régionale d'une économie de l'URSS
- Démonstration de travail à l'ordinateur

Jeudi 25 septembre

- Départ à Moscou

Vendredi 26 septembre

- Résumé des résultats de discussion

Samedi 27 septembre

- Adoption du rapport du séminaire
- Remise des certificats aux participants
- Motion de remerciements.

Thème 1 : Intégration du secteur informel dans la planification du développement économique

1.1 "La balance différentielle comme instrument de prévision de revenue et de consommation de la population" (Kimachevskaya N.M., prof. doct. ès, sc. écon., l'ICEM de l'Académie des sciences de l'URSS)

Le rapport étudie le schéma et les procédés de l'élaboration de la balance différentielle de revenus et de consommation de la population (BD). L'auteur a avancé le modèle BD et démontré le contenu économique des indices y employés. Les possibilités de pourvoir le modèle BD par des tableaux sont également envisagées, elles permettront d'étudier beaucoup d'aspects de l'activité de la population et, en particulier habitat, pertes de temps de la population dans le secteur service, influence de l'environnement sur le niveau de vie et la santé de la population. Trois types de problèmes sont traités, résolubles à l'aide du modèle BD:

- a) création d'une base balancée statistique;
- b) analyse de prospérité de la population dans le temps, surface et d'après groupes de population;
- c) prévision et justification des programmes d'augmentation du niveau de vie de la population.

Mentionnons également les possibilités, étudiées par l'auteur, de diriger les processus sociaux. Pour cela, elle propose les méthodes de la création du modèle BD normatif reflétant des mouvements voulus du développement des besoins sociaux. Enfin, il est à noter l'importance de méthodes proposées pour lier le modèle BD avec les balances de différentes branches.

1.2 "Le modelage des systèmes de transport et de l'infrastructure régionale de production dans la planification de l'économie nationale (Kovchov G.N., candidat ès sciences économiques, Bourenkova E.E., candidat ès sciences économiques, Institut central économique-mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS)

Le présent cours a pour but d'exposer la façon de coordonner les plans de l'économie nationale avec les ressources des branches d'infrastructure : transport, approvisionnement matériel et technique. Dans les études économiques liés au transport, la question des secteurs est bien élaborée. Elle est beaucoup moins faite du point de vue des liens réciproques de l'infrastructure et des branches-clé de production. Sont traités, les méthodes théoriques du modelage des systèmes de transport et de l'infrastructure régionale de production, envisagés comme partie intégrante du complexe de modèles de planification assurant le fonctionnement du bloc transport. Est décrite, l'information d'entrée et de sortie, ainsi que l'expérience des calculs sur la base de l'information normative et statistique.

1.3 "Le potentiel de l'intensification et sa désagrégation" (Golansky M.M.)

Il est question des problèmes de déterminer la limite supérieure de l'accroissement intensif admissible de l'économie et de la répartition optimum des ressources entre ses secteurs. Le rapport envisage l'un des modes possibles d'une telle répartition à l'aide de principe d'autodéveloppement. Toute autre

répartition aboutira au bilan négatif : les possibilités de l'intensification économique du pays resteront non-utilisées, non-réalisées, jusqu'à fond. Un développement économique optimum (vu l'intensification) se fait à l'aide de la fonction d'équilibre économique. L'optimum économique suppose ici une maximilisation de capacité du milieu artificiel de vie de l'homme pour une période assez longue. L'information sur le potentiel de l'intensification et de sa désagrégation revêt d'un important intérêt théorique et pratique pour la planification des pays en voie de développement cherchant à sortir du retard économique. Pour ces pays, le problème de l'estimation économique des projets devient très aigue, d'autant plus qu'il n'est pas encore résolu, ni dans les ouvrages, ni en pratique. La méthode proposée permet d'évaluer d'une façon objective l'efficacité économique des projets et de comparer leur participation pour en finir avec le retard économique.

1.4 Le représentant de la CEA a présenté l'étude sur l'intégration du secteur informel dans la planification du développement économique des pays africains. Dans sa présentation, il a fait état de différents aspects du secteur informel, des phénomènes qui ont contribué à l'émergence de ce secteur : exode rurale, urbanisation incontrôlée, échecs scolaires, inadéquation de l'offre du travail à la demande de travail et de l'offre globale de biens et services à la demande de biens et services, etc. Il a en outre indiqué que l'existence du secteur informel a été largement influencée par la législation notamment en matière d'urbanisation pendant la période de coloniale. De ce fait, l'importance du secteur varie selon les sous-régions et les pays africains. Il a proposé sept critères pour caractériser le secteur informel qui recouvre de nombreuses activités telles que le commerce de détail, les réparations mécaniques, le travail des métaux, les réparations mécaniques, la confection, etc. Le secteur informel contribue à plus de 10 p. 100 du PNB de certains pays, emploi 40 à 60 p. 100 de la main d'oeuvre urbaine et achète 60 à 90 p. 100 de ses matières premières aux autres secteurs de l'économie.

Toutefois, il ne connaît, ni la sécurité de l'emploi, ni des relations stables avec les autres secteurs, faute de législation, de statistiques et d'assistance. Les méthodes et les objectifs de planification n'ont commencé prendre ce secteur en considération que très récemment parce que jusqu'ici orientés vers la réalisation de grands des secteurs prioritaires. Pour l'intégration du secteur informel dans la planification du développement économique, il a proposé l'adoption et la réalisation de cinq objectifs (juste répartition, du revenu national, meilleure adéquation de l'éducation aux besoins de l'économie, mobilisation et utilisation rationnelle de l'épargne locale, contrôle de l'exode rurale et de la croissance urbaine, promotion d'entreprises nationales sans capitaux extérieurs), ainsi que le choix judicieux des branches capables de répondre à la demande des biens et services des populations à bas revenus. Ces objectifs généraux devront être appuyés par une stratégie sectorielle appropriée, la mise en place de structures d'encadrement et d'assistance, et un outil statistique fiable.

Dans ces conditions, l'intégration du secteur informel pourrait être réalisée par l'application des méthodes actuelles de planification et son renforcement. Il a fait état d'un modèle simple à quatre secteurs permettant l'analyse des facteurs déterminant la croissance du secteur informel et la détermination des perspectives de ce secteur. Ce modèle montre que la production du secteur informel est fondamentalement influencée par l'orientation de la demande finale induite par la croissance et la répartition du revenu global, les changements dans les taux de l'emploi, les prix relatifs, les préférences des consommateurs, la taille des ménages agricoles et non-agricoles et la croissance de la population. L'analyse des conséquences des changements des principales variables identifiées conduit à des recommandations essentielles visant : l'extension de la demande finale des produits du secteur informel, un effort d'amélioration de la qualité des produits, les changements de comportement aussi bien des administrations et des entrepreneurs opérant dans ce secteur.

L'assainissement de l'environnement socio-culturel par des campagnes d'information, l'éducation et la formation est également indispensable pour améliorer la gestion par une combinaison optimale des facteurs de production. En conclusion, il a proposé l'élaboration d'un plan sectoriel de développement de la production du secteur informel et son intégration dans le plan national de développement. Il a souligné qu'il appartient à chaque pays de définir les étapes et les moyens à mettre en oeuvre pour une telle planification. Il a également indiqué que les expériences en cours dans certains pays africains, tel que le Bénin, le Kenya, le Sénégal, le Rwanda, encourageantes et méritent d'être soutenues par une assistance renforcée de la communauté internationale.

1.5 "L'intégration du secteur informel urbain en Afrique : implications pour l'intégration dans la planification du développement" (Alexander Adu Abogye)

Le représentant de l'OIT a indiqué que l'existence incontestable du secteur informel dans les pays africains suggère que le secteur informel ne n'est pas considéré seulement comme une enclave dans les économies africaines mais comme un secteur devant entrer dans l'élaboration de leurs stratégies de développement. L'objet de l'intégration du secteur informel dans la planification demande l'extension des politiques économiques qui influent sur la performance du secteur dans la réalisation des objectifs spécifiques de politiques de planification. Par cette approche, le secteur pourrait répondre aux politiques officielles. Malheureusement, vu le manque d'expérience en matière d'intégration du secteur informel, les gouvernements ont souvent abouti à des résultats décevants. Le document tente de répondre aux questions suivantes : devra-t-on améliorer le développement du secteur? Est-il réaliste de s'attendre à la croissance du rôle du secteur informel dans le contexte du cadre institutionnel actuel? Etant donné les caractéristiques du secteur, dans quelles conditions son intégration est-elle possible? Les responsables africains de la planification sont-ils préparés à allouer les ressources nécessaires permettant son intégration?

Le document fait ressortir le manque d'expérience des gouvernements en matière d'intégration du secteur, souvent abouti à un simple transfert dans le secteur informel des politiques et mesures qui ont été appliquées dans le secteur moderne. Mais cela implique le danger de formalisation du secteur.

Le document recommande certains changements nécessaires pour l'intégration du secteur informel même si cela dans certains cas peut être négatif. Dans ces conditions, le secteur pourrait coopérer dans un environnement moins hostile ou mieux encore, opérer avec les avantages qui sont accordés au secteur moderne. Ainsi, le risque d'incertitude dans ses opérations sera réduit.

Pour l'intégration du secteur dans la planification du développement, le document fait les recommandations suivantes : collecte d'informations statistiques sur ce secteur et un mécanisme de mise à jour ou de révision des informations recueillies sur le secteur, que l'imposition des structures qui ne tiennent pas compte des caractéristiques du secteur et des aspirations des artisans conduisent à des sérieux problèmes. L'importance et la nature du secteur nécessite la sélection d'activités prioritaires à supporter. La formation des coopératives doit être encouragée par une assistance garantie du gouvernement.

Enfin, il a conclu que l'intégration du secteur dans le processus de planification implique un changement d'attitude du gouvernement mais le problème réel reste toutefois le manque de croissance des ressources publiques, même si les potentialités pour une réallocation et réorientation des politiques en faveur des artisans existe.

1.6 Documents des pays africains sur le secteur informel:

a) L'intégration du secteur informel dans la planification multi-sectorielle : le cas du Bénin

En République Populaire du Bénin, le secteur informel, bien que mal connu statistiquement, est une réalité tangible. De par sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) et à la résolution du problème de l'emploi, il joue un rôle important dans le développement économique et social du Bénin.

Si le commerce traditionnel constitue un "casse-tête" pour l'Etat quant à son intégration dans les programmes de développement, la tâche est relativement plus aisée en ce qui concerne le secteur artisanal.

I. Le secteur informel au Bénin

Il comprend une gamme variée d'activités telles que : les petites entreprises de transformation; les artisans; les commerçants traditionnels; les tâcherons et travailleurs à façon; les marchands ambulants; les travailleurs à domicile, etc. En raison de l'absence de comptabilité et de statistiques de production, la présentation du secteur informel béninois sera essentiellement axé sur les données relatives à l'emploi à travers les deux principaux sous-secteurs : le commerce traditionnel et l'artisanat.

A. Le commerce traditionnel

Il est non-structuré et mal connu tant par la nature de ses activités que par le volume de son chiffre d'affaire.

Le recensement de 1979 a permis de dénombrer 233 000 commerçants parmi lesquels 20 000 seulement sont inscrits au Registre du Commerce, soit environ

8 p. 100. Au regard du critère du "non enregistrement", on peut dire que 92 p. 100 des commerçants béninois opèrent dans le secteur informel. En 1984, un recensement a permis d'identifier que 424 390 personnes, soit 25 p. 100, de la population active, opèrent dans le commerce traditionnel au sens large (commerce, emballage, transports, etc.).

B. L'artisanat

Les enquêtes de 1978 et de 1980 et les informations du Recensement de la population et de l'habitat de 1979 ont établi que l'artisanat représente la plus grande masse d'emplois après l'agriculture et le commerce. On considère que tout le secteur artisanal béninois relève du secteur informel par ce que 99,7 p. 100 des artisans ne sont pas inscrits à l'Office béninois de sécurité sociale et échappent à toutes réglementations, sociale et fiscale notamment. En 1984, l'artisanat occupait 118 829 personnes, soit 7 p. 100 de la population active.

Les potentialités de la croissance du secteur artisanal sont immenses et peuvent être mobilisées moyennant des investissements peu coûteux pour une contribution relativement plus grande à la formation du Produit intérieur brut et surtout à la création d'emplois. L'artisanat constitue donc un secteur privilégié d'avenir, mais à condition que ses goulots d'étranglement actuels soient sautés; au nombre de ces goulots on peut citer : l'inorganisation, les difficultés de financement, l'absence d'encadrement, l'absence de structures de perfectionnement, et la précarité du secteur.

II. Le secteur informel et la planification au Bénin

Le Bénin a démarré son expérience de planification depuis 1961. Les différents plans élaborés se ressemblent par le fait qu'ils sont tous des plans de projets, c'est-à-dire qu'ils privilégient les activités nouvelles par rapport aux activités existantes. Les objectifs y sont traduits principalement en termes de projets d'investissement. Une telle planification s'était imposée au Bénin d'une part, parce que l'appareil productif était à construire et, d'autre part en raison de l'absence d'un système de planification nationale étoffé et rôdé pouvant permettre une planification d'objectifs.

Toutefois, l'Etat béninois, outre les effets positifs de ses actions directes dans les secteurs modernes, s'intéresse au développement du secteur informel.

a) Les tentatives d'organisation du secteur informel

Une enquête réalisée en 1986 a révélé que 80 p. 100 des artisans sont favorables au groupement coopératif; mais l'organisation se heurte à quelques difficultés provenant de : la diversité des métiers; la dispersion des artisans de même métier; l'instabilité des artisans dans les villes; l'absence d'encadrement soutenu et de stimulant; etc.

Cependant, on peut noter quelques expériences plus ou moins heureuses telles que:

- la Coopérative béninoise de matériel agricole (COBEMAG);
- les coopératives de meubles;
- les coopératives de tisserands;
- les coopératives de confection et de broderie;
- le groupement des sculpteurs sur bois, etc.

Il faut également noter qu'il existe à un certain niveau d'organisation, la coopérative risque de sortir du secteur informel. Dans le domaine du petit commerce, l'organisation est encore plus difficile. Les rares tentatives plus ou moins réussies se situent au niveau de l'organisation de la commercialisation de certains produits soit par des groupements soit par des structures modernes.

Ces différentes actions d'organisation du secteur informel sont prévues dans les différents plans en tant qu'objectifs qualitatifs visant la promotion de nouvelles formes d'organisation sociale des forces de travail.

b) Les actions d'encadrement de promotion du secteur informel

1. Au niveau du commerce

A travers les sous-traitances et les relations d'échanges entre les opérateurs du commerce non-structuré et les structures d'Etat, l'Etat béninois participe à la promotion du commerce informel chaque fois qu'un projet est réalisé dans le secteur commercial moderne.

Par ailleurs, les différents plans ont prévu et exécuté des projets de construction de hangars de marché, de pistes de pistes rurales et autres infrastructures économiques qui sont de véritables facteurs de promotion du commerce informel.

2. Au niveau de l'artisanat

Les deux derniers plans ont accordé assez d'attention à la promotion du secteur artisanal. Ainsi, un certain nombre de projets ont été initiés et exécutés ou sont en cours d'exécution; on peut citer : (a) le projet d'ateliers - coopératives pilotes qui vise à mettre en place une série d'ateliers servant de base pour une action de formation et de démonstration dans toutes les régions; (b) la construction du centre national de promotion de l'artisanat qui est destiné aux artisans d'art (formation et commercialisation des produits). Il servira également de lieu de rencontre et de perfectionnement à d'autres types d'artisans; (c) le projet de formation des artisans qui a pour objectif de former 500 artisans en gestion coopérative et d'organiser des stages de perfectionnement à l'extérieur; et (d) le projet de développement intégré de Phunco qui accorde une attention particulière à la promotion de l'artisanat en milieu rural par la création d'un environnement favorable et attractif en milieu rural et par l'octroi de crédit aux artisans ruraux.

Conclusion

Il se dégage que la planification béninoise touche également le secteur informel, en terme de projets de développement. Dans une démarche de planification nationale sous-tendue par des objectifs macro-économiques explicites et lorsqu'on aura résolu les problèmes statistiques, d'encadrement, d'organisation et de connaissance des différents procès de production, le secteur informel béninois pourra être pleinement intégré à la planification multisectorielle.

b) L'intégration du secteur informel dans la planification multisectorielle : le cas du Sénégal

Malgré sa grande dispersion, son grand nombre de corps de métiers et la multitude des petites entreprises qui le composent, une section cohérente doit être menée pour une meilleure connaissance du secteur informel. Toute politique économique et sociale qui se veut efficace et qui vise à assister et à promouvoir ce secteur doit nécessairement partir de cette base. Cela est d'autant plus nécessaire au Sénégal où le survol des diverses sources statistiques sur le secteur informel témoigne d'une méconnaissance.

En effet, jusqu'à un passé récent, le secteur informel était négligé au profit de la politique d'implantation de grosses unités de production. Mais devant la saturation du secteur moderne surtout en matière d'emplois, la rareté des sources de financement extérieures, un regain d'intérêt est accordé à la promotion de la petite et moyenne entreprise. Ce renversement de tendance dans la considération du secteur informel va dans le sens des enseignements tirés de l'histoire économique tant ancienne que récente des pays développés.

En effet, le secteur informel et en particulier le secteur artisanal peut assurer d'importantes fonctions à savoir : apprentissage de l'activité d'entrepreneur, formation sur le tas des travailleurs, etc. Dans nos pays en voie de développement, notamment le Sénégal, une plus grande attention au secteur artisanal maîtrisé par les nationaux pourrait être un élément de solution au développement trop extraverti du secteur moderne largement dépendant des capitaux étrangers.

c) L'intégration du secteur informel dans la planification multisectorielle : le cas du Kenya

Le représentant du Kenya a exposé l'expérience de son pays en matière d'intégration du secteur informel. Il a indiqué que le concept du secteur informel n'est pas nouveau au Kenya, depuis l'étude du rapport de 1972 de l'OIT intitulé : "emploi, les revenus et inégalités : une stratégie pour la croissance de l'emploi au Kenya", le secteur a bénéficié de l'attention des autorités dans les plans de développement mis en oeuvre. Mais le secteur est encore peu connu et il n'y a pas suffisamment d'expérience pour l'intégration du secteur dans la planification multisectorielle. En plus, le secteur a souffert dans le passé de son image négatif en dépit de nombreuses caractéristiques positives et du rôle vital qu'il joue par sa contribution à la croissance du pays. Un grand nombre de séminaires nationaux visant une compréhension plus profonde des activités du secteur informel du Kenya ont été tenus et un rapport final sera bientôt soumis au gouvernement. Toutefois, partant du peu qui est déjà connu du secteur, et des facteurs déterminant, le gouvernement a déjà élaboré un grand nombre de mesures à mettre en oeuvre pour mobiliser le secteur en vue du développement économique national.

Ces mesures sont contenues dans le document no. 1 de la session de 1986 sur "la gestion de l'économie pour la relance de la croissance" et incluent les points suivants :

- i) accroître la productivité des fermes et les revenus pour stimuler la demande de biens et services produits par le secteur informel;

- ii) diminuer les prix des matières premières des biens semi-finis et autres produits intermédiaires qui sont largement utilisés par le secteur informel;
- iii) accroître les facilités de crédit aux activités du secteur informel, diffuser l'information sur les débouchés et les méthodes de production appropriées pour les petites entreprises et les techniques de gestion ainsi que l'assouplissement des restrictions actuelles aux activités du secteur.

Un groupe de travail spécial est en train d'être mis en place pour revoir toutes les politiques susceptibles de promouvoir le secteur informel. Le Ministre du plan et du développement national va créer une cellule spéciale pour les petites entreprises en vue de coordonner ces efforts et de leur donner l'importance requise dans la planification du développement et dans les actions à réaliser et aussi pour rechercher d'autres solutions.

d) L'intégration du secteur informel dans la planification multi-sectorielle : le cas du Congo

Le secteur informel est encore relativement peu développé et sa prise en compte par l'Etat toute récente. Ce secteur s'est surtout affirmé au cours de la présente décennie, et il semble même que c'est justement son récent déploiement qui a amené les autorités publiques à le considérer sous un angle nouveau et bienveillant.

Les statistiques révèlent que dans certaines branches, la part du secteur informel atteignait des proportions importantes tant au niveau de la production que de l'emploi.

La contribution du secteur informel est davantage appréciée dans la résolution des problèmes d'emploi que le secteur public et le secteur privé n'ont pu résoudre. Les données censitaires montrent effectivement qu'entre 1974 et 1984 par exemple, le secteur informel avait créé plus d'emploi que le secteur privé et presque autant que l'important secteur d'Etat, fonction publique comprise.

Grâce à ce secteur, le chômage urbain n'a pu atteindre des proportions dangereuses. Ce qui est encore remarquable, c'est que ce secteur a pu fournir des emplois aux couches de population défavorisées, qui, traditionnellement ont du mal à se caser dans le marché de l'emploi (personnes sans qualification, femmes, personnes illétrées, personnes handicapées).

Cependant, la politique du laisser-faire de l'Etat se heurte aux pressions malveillantes du secteur moderne, tant privé que public, qui considère le secteur informel comme un concurrent dangereux. Le rôle de l'Etat dans ce contexte, est d'assainir ce secteur, d'améliorer l'environnement économique général, afin que toutes les activités, informelles comme structurées, puissent cohabiter en parfaite interdépendance.

1.7 Discussions sur le secteur informel

Les représentants des pays ont posé des questions relatives à la définition du secteur informel et ont proposé d'autres définitions tenant compte de leurs réalités nationales. Ils ont aussi fait remarquer que l'hétérogénéité du secteur

informel, la non-disponibilité des informations statistiques concernant ce secteur constituent des obstacles à l'application du modèle proposé pour l'intégration du secteur informel dans la planification des pays africains. Ils ont émis des réserves sur la division de l'économie en quatre secteurs telle que proposé dans le modèle présenté. Le représentant de l'ONUDI fait état d'un modèle élaboré par son organisation en tenant compte du secteur informel au niveau des différentes branches de l'économie. Il a fait savoir que cette étude était disponible pour les délégués qui désiraient en prendre connaissance.

Dans sa réponse, le représentant de la CEA a souligné que l'existence du système informel dénote des lacunes graves des systèmes de planification africains qui ne tiennent pas actuellement compte de toutes les activités économiques. Les pays africains qui désirent maîtriser, de manière satisfaisante, leur économie, devraient renforcer leur appareil statistique, mettre en place des structures d'encadrement, déterminer des objectifs et des stratégies sectoriels permettant l'intégration du secteur informel dans la planification tel que recommandé dans l'étude présentée du fait qu'il n'est pas indiqué de négliger de façon continuelle plus de 10 p. 100 du PIB, et 40 à 60 p. 100 de la population active urbaine. Il a indiqué que l'utilisation des secteurs économiques classiques avec l'identification des activités informelles au niveau de chaque secteur, tel que pratiqué par l'ONUDI, est très judicieux et conduit à un modèle plus complexe et donc plus difficile à mettre en oeuvre compte tenu du manque de données statistiques alors que le modèle proposé par l'étude est très simple et peut être résolu de façon manuelle.

Thème 2 : La dynamisation des coefficients d'entrée-sortie : expérimentation des projections de croissance économique à long terme dans les pays africains en voie de développement

2.1 "Le complexe des modèles intersectoriels" (Matlyn I.S., Doct. ès sc. écon. l'ICEM de l'Académie des sciences de l'URSS).

L'auteur a étudié les modèles intersectoriels dans de différentes positions (semi-dynamiques à récursions directe et inverse, dynamiques à lague et sans lague, etc.). Ces modèles intersectoriels tant du point de vue des approches élaborées méthodes de leur construction qu'à l'analyse de leurs propriétés et les méthodes de leur résolution. Grâce à leur compacité et accessibilité relative de l'information d'entrée nécessaire, plusieurs modèles ont obtenu une réalisation chiffrée à la base de laquelle se faisaient de différents calculs analytiques de plan et d'avant plan. Tout ce travail accompli a préparé le champs pour faire directement insérer les modèles intersectoriels grégatifs dans le processus technologique de l'élaboration des plans perspectives. C'est au Gosplan de l'URSS qu'on a commencé à utiliser dans les calculs d'une façon active des modèles à 18 secteurs semi-dynamiques, puis dynamiques en travaillant sur les projets des plans quinquennaux et à partir de 1973 en perspective. Au cours des calculs selon ces modèles au projet du plan 1976-1980 en perspective jusqu'à 1990 s'est réalisé une approche à l'utilisation des modèles intersectoriels appliqués non pas comme un moyen d'obtenir des résolutions faites, mais comme instrument de leur préparation, de l'estimation et de la concrétisation chiffrée des hypothèses préparées par des planificateurs, de la vérification de l'harmonie des projets particuliers de plan, des goulots d'étranglement possibles, etc.

Cette approche demande non seulement le perfectionnement propre des modèles intersectoriels, mais d'un travail plus flexible et mieux organisé. Comme les modèles intersectoriels agrégatifs valeur sont basés malgré leurs types différents sur une quantité comme de l'information initiale et orientés à résoudre des problèmes économiques identiques et semblables par leur contenu, le pas suivant découlant du travail précédent et de l'expérience obtenue, consistait en intégration des modifications de ces modèles sur la base des mêmes moyens uniques, méthodiques, techniques d'information et de programme. L'une des variantes possibles de telle intégration a été réalisée dans le système dialogue d'information et de calcul élaboré par le Centre de Calcul du Gosplan de l'URSS et l'ICEM sous le titre "complexe des modèles intersectoriels agrégatifs" (CMIA).

2.2 "L'utilisation des modèles intersectoriels dans la planification de l'économie nationale" (Ja. Ourison)

Le rapport envisage la balance intersectorielle comme une évolution ultérieure de la méthode de planification socialiste. Sont étudiées, des possibilités du passage des balances matérielles particulières à la balance intersectorielle en nature, ou bien des comptes sur les industries à la balance intersectorielle en valeur. Ici, est justifié le modèle mathématique de balance intersectorielle. Il a été montré la possibilité et le rationnel d'employer dans les modèles intersectoriels appliqués de la fonction linéaire et homogène du lien des dépenses et résultats. Il est question de l'approche et des méthodes de justification des valeurs de coefficients perspectives des dépenses matérielles directes ainsi que d'autres coefficients technologiques des modèles intersectoriels.

Il est souligné l'importance d'utiliser dans l'analyse et la planification des coefficients des dépenses totales. Sont indiquées, des approches possibles pour justifier des niveaux éventuels de différents éléments du produit fini dans sa structure sectorielle. Est résolu le problème typique posé à la base d'une balance intersectorielle, laquelle à son tour, est soumise à l'analyse économique de son contenu. Sur la base de l'expérience, on mentionne les avantages et les inconvénients des balances intersectorielles, la nature et la valeur prises à part. L'auteur estime rationnellement d'utiliser en pratique un seul schéma nature-valeur de balance intersectorielle statistique. Son modèle, utilisé, d'ailleurs, dans la planification en URSS, est cité dans le rapport. Les modèles statistiques étant trop modiques, on envisage les principes de construction des modèles dynamiques de balance intersectorielle. Sont introduites, les notions principales et corrélations formelles, propres aux modèles dynamiques (semi-dynamiques) appliqués. En conclusion, le rapporteur étudie le schéma principal logique d'élaboration et d'emploi des modèles intersectoriels en pratique de planification courante et perspective aux stades différents de l'élaboration des plans d'Etat. La référence bibliographique compte 13 ouvrages et articles.

2.3 "Méthodes de formation des coefficients perspectifs des dépenses pour les modèles intersectoriels" (Tchernjanskya A.V., cand. ès sc. écon.).

L'auteur fait état des méthodes visant à rechercher les coefficients des dépenses des instruments de travail, ressources de travail des fonds essentiels de production pour construire en perspective les modèles intersectoriels. Une place prioritaire dans le système de l'information initiale pour les calculs entre secteurs revient aux coefficients de dépenses matérielles directes. La

forme et le contenu de ces dernières dépendent des types de modèles intersectoriels utilisés. L'Institut de recherches économiques auprès de Gosplan de l'URSS (Commission d'Etat pour le plan) a élaboré et approuvé un système des modèles intersectoriels incluant à son tour le modèle dynamique agrandi de la balance intersectorielle ainsi que la balance intersectorielle nature-valeur. L'information initiale pour les calculs des volumes de la consommation de production dans le cadre de la balance intersectorielle nature-valeur n'est que le système des coefficients des dépenses directes des deux types : "produit contre produit" et "produit contre secteur". Dans le modèle dynamique agrandi intersectoriel, on a recours aux coefficients des dépenses directes exprimées en valeur caractérisant les liens de production entre différentes industries. Le principe méthodique le plus important d'élaboration des coefficients planifiés des dépenses directes est celui de différenciation de la méthode de détermination de tel ou tel coefficient en perspective en fonction de la valeur économique du circuit correspondant intersectoriel des produits dans le système des liens de production intersectorielle. Les coefficients des dépenses directes caractérisant les liens les plus importants intersectoriels doivent être élaborés pour une période planifiée à l'aide d'un calcul approprié, tenant compte des facteurs essentiels économiques et techniques, exerçant l'influence sur tel ou tel coefficient. Les autres coefficients peuvent être approuvés en perspective comme coefficients de compte-rendu ou bien avec certains écarts sur la base d'évaluation d'expert des tendances de changement des liens intersectoriels dans tel ou tel secteur. Pour calculer les besoins des industries en investissements de capitaux dans le cadre du modèle agrandi dynamique sont élaborés les coefficients de capacité en fonds, de sortie, de construction inachevée à l'aide desquels on peut déterminer les éléments principaux de la structure reproduite des investissements de capitaux.

Dans une position optimale du modèle agrandi dynamique intersectoriel sont utilisés les coefficients d'interchangeabilité du travail et des fonds principaux de production. Il reflètent l'indépendance entre le changement du niveau de la capacité de fonds et du niveau de la productivité du travail dans les secteurs. Les coefficients d'interchangeabilité indiquent le volume des ressources de travail pouvant être libéré d'une industrie si on l'injecte d'une somme d'un million de roubles orientée dans les fonds principaux de production. L'élaboration des coefficients des dépenses des outils de travail, des fonds principaux de production, ressources de travail assurent le système des modèles intersectoriels par l'information initiale, nécessaire pour l'étude des rythmes de proportions et de structure du développement économique en perspective.

2.4 "Planification multisectorielle à moyen terme par l'utilisation des tables d'input-output en unités physiques et en valeur". (Nikitan V.Z., Docteur en économie).

En URSS, un système de tables d'input-output et de modèles qui donne un meilleur aperçu des flux de ressources dans l'économie nationale. Les comités d'offre et de planification d'Etat ont développé en plus des tables d'input-output pour le plan quinquennal, des tableaux d'allocation de produits aux rentiers de manière à assurer la spécificité de la production et de la consommation dans les agences et territoires. Pour chaque année couverte par le plan, des tables d'input-output représentant des unités physiques et en valeur ont été jugées nécessaires (IOTPVVs).

La méthodologie de la recherche a été décrite dans la section IOTPVV développée par l'Institut de recherche économique du comité de planification d'Etat. Le CEMI de l'URSS est en train de développer les procédures pour la compilation du modèle IOTPVV pour les Républiques soviétiques et les régions économiques avec pour but d'améliorer la compréhension et l'équilibre de ces plans et de rendre compatibles les aspects territoriaux et sectoriels à tous les niveaux et étapes de la planification.

2.5 "Méthode de calcul des coefficients techniques prospectifs pour les modèles inter-industrie" (Dr. A.V. Cherny, Dr. es sciences économiques, Institut de recherche du Comité des sciences économiques et de la planification de l'URSS).

Le développement des coefficients techniques d'intrants de ressources productives, matières premières, travail, capital fixe et investissements, est la phase cruciale dans l'élaboration d'un équilibre des échanges inter-industriels et particulièrement dans la connaissance des coefficients techniques des intrants directs α_{ij} des objectifs du travail comme les normes arrégées d'intrants, de matières premières et autres matériaux, des produits énergétiques semi-finis et d'énergie par unité de produit. Les changements dans l'économie nationale constituent le facteur essentiel entrant en jeu pour une réforme des structures sectorielles de la production sociale et des différents changements des taux de croissance de chaque secteur et produit.

Les systèmes de modèles inter-industriel ont été mis au point et expérimentés en URSS y compris le modèle dynamique agrégé de l'équilibre d'échanges inter-industriels et de l'équilibre des échanges inter-industriels en termes physiques coût - valeur. Il sert à déterminer les taux de croissance de l'économie, le processus de changements structurels qu'impliquent les différents scénarios de la demande finale et les tendances d'évolution à long terme de l'efficacité dans l'utilisation des principales ressources productives. Les coefficients d'intrants directs utilisés dans les équilibres dynamiques d'échanges industriels sont déterminés en termes de coût - valeur et représentent l'intrant nécessaire à la production brute d'une industrie par unité produite par une autre industrie.

Les indicateurs économiques généraux sont spécifiés et détaillés dans les tableaux d'échanges inter-industriels en termes physiques coût - valeur. Par conséquent un système d'équilibre mutuel des indicateurs physiques de base et des indicateurs coût - valeur est établi, en relation avec les indicateurs économiques généraux, les propositions des produits en termes physiques à fabriquer et à distribuer par industrie, par départements ministériels et par directions gouvernementales.

2.6 "Dynamisation des coefficients d'entrée-sortie : expérimentation des projections de croissance économique à long terme dans les pays africains en voie de développement" (El-Egaily M.O.).

Dans son introduction, il a mis l'accent sur l'importance en tant que contribution au développement des outils analytiques de modèles de prévision à court terme et en même temps le renforcement des capacités de la CEA pour l'élaboration des perspectives à long terme dans certains pays africains a été entrepris.

Il a brièvement décrit les différents cadres méthodologiques pour la mise à jour des coefficients techniques pour permettre aux pays africains de faire de fréquentes mises à jour du tableau entrée-sortie avant son utilisation pour des objectifs analytiques. A cette fin, il a décrit la méthode RAS comme une technique appropriée à cet objectif du fait qu'elle exige le minimum d'informations telles que celles fournies par les coefficients entrée-sortie observés au cours de la période de référence la plus récente, par le contrôle des productions brutes, totales et intermédiaires, des consommations intermédiaires pour l'année future. La méthode a été appliquée pour la mise à jour du tableau entrée-sortie de l'Ile Maurice de 1981 et de 1984. L'application a été faite à titre principalement illustratif et elle sert seulement à fournir une base pour l'amélioration et la recherche des données de base pour le développement d'un tel outil technique analytique.

Dans la seconde partie de son étude, l'investissement a été introduit dans le modèle en tant que facteur de croissance d'importance cruciale pour la dynamisation des liens intersectoriels. Dans ce but, la technique de dynamisation des coefficients entrée-sortie a été illustrée comme outil analytique pour des plans et des modèles de prévision pour résoudre les problèmes d'allocation de ressources et la détermination des politiques de planification constituant un changement majeur de l'analyse sectorielle au niveau macro-économique à un niveau de désagrégation des relations intersectorielles des différentes parties de l'économie. Avec cette technique, les planificateurs pourraient rechercher les effets sur la croissance de la production des changes de la demande finale selon différents scénarios. Les changements peuvent être extrapolés et projetés en utilisant l'approche de la croissance des élasticités ou en imposant des changements de politiques indiquées ou planifiées. Le modèle a été appliqué au Nigéria dans le cadre de la modélisation entreprise par la CEA en tant qu'exemple d'illustration d'un pays disposant d'un facteur de croissance tel que le pétrole.

2.7 Présentation de l'ONUDI

Le représentant de l'ONUDI a fait un compte rendu des activités qui se font à son organisation en ce qui concerne la modélisation. Il a dit que l'évolution et la situation actuelle de modélisation sont exprimées en terme de :

- a) L'objectif de développement LIMA ;
- b) Le Model global de la coopération industrielle de l'ONUDI;
- c) Le paquet Software IDIOM
- d) Le Model UNITAD.

L'ONUDI a fait une analyse entrées-sorties de liaisons entre l'industrie et les services et leurs applications pour la génération de l'emploi. Utilisant 27 tableaux entrée-sorties pour les groupes de revenus différents sur la base de données de l'ONUDI, le document a analysé et quantifié la nature et l'ampleur de liaison qui existent entre les diverses activités de services et des activités manufacturières. Pour ce fait, le secteur "service" est désagrégué en quatre sous-secteurs : services distincts, services productifs, services privés et services sociaux. Les liaisons entre chacun de ces sous-secteurs de services et des diverses industries manufacturières aux différentes étapes de développement sont articulées utilisant les rapports intersectoriels de dépendance, les multiplicateurs intersectoriels et l'élasticité de revenus et leurs implications pour la génération de l'emploi sont déduits.

2.8 Documents des pays sur la dynamisation

a) Algérie

La communication présentée par le délégué algérien (M. Abdoun Ramdane) a consisté en une description de l'expérience de l'Algérie en matière de planification à moyen, et long-terme, et de la place qui y est réservée à la modélisation. Elle s'est articulée essentiellement sur la mise en relief des indicateurs principaux, des mécanismes économiques dominants et des techniques et prospectives et de prévisions utilisées : appréhension du long terme et adaptation et déglobalisation des objectifs à long terme sur la période de moyen terme.

La communication algérienne comprend deux volets qui consistent respectivement en :

i) Une description analytique du modèle implicite utilisé en matière de planification à long terme, et s'appuyant sur les grands axes et éléments de réflexion définissant le cadre général de l'esquisse globale à long terme horizon 2000, élaborée au début des années 1980. Dans ce cadre, il a été particulièrement mis en relief, le rôle central et principal joué par les variables "investissement" et "emploi" dans la définition des objectifs à long terme, comme il est apparu que la variable "intégration de l'économie" est particulièrement déterminante dans la définition du profil de la fonction d'investissement à long terme.

Sur le plan technique, un schéma de bouclage a été décrit qui se base sur une maquette agrégée de l'économie et la méthodologie d'élaboration des différentes projections de la croissance économique le tout étant présenté dans le cadre d'un schéma itératif de convergence (obtention d'un schéma de croissance en adéquation avec les objectifs et les contraintes).

ii) Un résumé succinct des travaux de modélisation actuellement menés au niveau de l'Organisme central de planification algérien (OCPA) et qui concernent l'élaboration d'un modèle macro-économique multisectoriel de prévision à moyen terme avec acheminement annuel. Dans ce cadre, il a été fait une présentation rapide de la maquette agrégée du modèle basée sur :

- la description de la nomenclature des secteurs et du schéma logique de l'économie adoptés;
- une analyse rapide de la spécification des équations et du schéma de bouclage et de dynamisation utilisé.

Il a été particulièrement mis en relief que ce modèle macro-économique dynamique et multisectoriel de prévision à moyen terme, consistait en la "description en prévision" des T.E.S. et T.E.E., une attention particulière étant accordée au secteur productif.

b) Egypte

Le représentant de l'Egypte a présenté le document donnant principalement quelques expériences pratiques, problèmes d'élaboration et d'utilisation de la balance sectorielle de l'économie égyptienne toute entière. Le document donne également un bref aperçu sur les modèles de planification et les problèmes qui sont relatifs sur la base de l'expérience égyptienne visant la recherche des méthodes d'intégration des variables économiques endogènes et exogènes dans la planification et la détermination des domaines pouvant faire l'objet de modèles de planification multisectorielle. Le document donne une rapide évaluation de l'utilisation des modèles multisectoriels dans la planification; la deuxième partie du document introduit un exercice d'utilisation de modèle multisectoriel de planification décrivant et projetant les principales variables économiques dans l'économie égyptienne.

c) La Tanzanie

Le représentant de la Tanzanie (M. P.B. Rweyemamu) a indiqué que quatre tableaux entrées-sorties sur l'économie de la Tanzanie (terre princilaie) ont été préparés sur la base des données économiques des années 1954, 1961, 1969, 1970 et 1976. Le tableau entrées-sorties de 1976 est le plus compréhensif en ce qui concerne le traitement des secteurs et leur désagrégation. Cependant, comme les tableaux précédents, le tableau entrées-sorties de 1976 est basé sur une banque des données très faibles.

La planification en Tanzanie n'a pas jusqu'ici fait l'usage des données entrées-sorties ou la méthodologie y relative, que ce soit pour la planification à court, moyen ou long-terme. Les deux plans à long-terme qui ont été élaborés sur la base de discours sur les objectifs socio-économiques aussi bien sur les projections de paramètres macro-économiques, en particulier sur la croissance du PIB et la croissance sectorielle. Ses plans à moyen et long-terme mettent l'accent sur les objectifs et paramètres aussi bien sur les projections financières requises pour leur réalisation. L'utilisation des données entrées-sorties pour la planification, dans les circonstances actuelles de la Tanzanie ne peut pas être facile étant donné que les problèmes d'assembler les données adéquates dans la forme utilisable aussi bien les contraintes opérationnelles telles que le manque des facilités et de la main-d'œuvre.

Malgré ces contraintes, il y a une prise de conscience que la planification et la gestion économiques pourraient être étendues plus qu'elles sont maintenant et que la méthodologie des entrées-sorties pourrait être d'une grande importance à cette fin. Un séminaire sur l'utilisation des tableaux entrées-sorties de Tanzanie de 1976 a recommandé que le tableau entrées-sorties devra être pris en considération pour faciliter son utilisation dans la planification macro-économique aussi bien la planification sectorielle.

Thème 3 : Le traitement des variables financières du prix et de la balance des paiements dans les modèles de prévision à court-terme basés sur la Matrice de la comptabilité sociale

3.1 Le cours "les modèles d'analyse et de prévision de la solvabilité des pays en voie de développement" (Gourévitch D.I. et Chatalov S.I.)

Ce cours est destiné à apprendre aux auditeurs certaines méthodes d'analyse et de pronostic de la solvabilité des pays d'Afrique. Comme on le sait, les méthodes économétriques de l'analyse de solvabilité sont largement utilisées par les experts des pays créditeurs pour évaluer le niveau de solvabilité des pays débiteurs. Apprendre ces méthodes aurait permis aux experts de ces derniers d'estimer d'une façon plus objective la situation financière de leurs pays, de mettre en relief les facteurs jouant un rôle prépondérant dans le processus de la naissance de non stabilité financière, de pronostiquer la conduite des créditeurs à la suite des demandes des pays en voie de développement sur les crédits (refinancement, prolongation d'une dette, etc.). Etant donné ce but poursuivi le cours traite les méthodes et les modèles d'analyse et de pronostic de la solvabilité des pays en voie de développement et les étapes importantes de l'histoire de l'évolution de ces méthodes. Les auteurs du cours analysent les modèles Frank-Klein, Féder et Maillot-Berette, citent la liste de certains indices de solvabilité employés dans les livres d'économie.

Par ailleurs, un modèle de pronostique figure dans le cours. Ce modèle élaboré par l'Institut de l'Afrique permet de classer les crises de solvabilité ayant lieu au cours des années 80 dans les pays d'Afrique par celles de structure et de conjoncture. Cette classification permet à son tour de tirer une conclusion pronostique sur un développement éventuel d'une crise de non-solvabilité dans un pays quelconque. Ainsi donc, nous pouvons aisément aboutir à cette conclusion : il existe la possibilité de principe de pronostiquer la solvabilité des pays en voie de développement à l'aide des méthodes économétriques (avec analyse qualitative). La connaissance de ces méthodes sera pour experts et économistes des pays d'Afrique un instrument précieux de l'analyse et du pronostic du niveau de stabilité financière de leurs pays.

3.2 "Les modèles de la balance financière, valeur de la circulation économique nationale sur la base de l'information économique intégrée" (Detneva E.V., Terushkin A.G.).

La reproduction du produit social s'effectue en deux formes : matérielle et en valeur argent. Cela signifie que la circulation du produit social est reflétée dans le mouvement de l'équivalent de sa valeur, et les proportions matérielles correspondent aux proportions valeur-argent qui s'établissent entre la production et l'utilisation de produit social. La dernière forme est la distribution et la redistribution des revenus monétaires des participants au processus de reproduction.

L'équilibre de l'économie planifiée est atteint sur la base de la méthode de la planification et trouve son expression réelle dans l'équilibre de l'économie nationale (NEB). Une telle approche permet de lier, entre eux, les principaux tableaux d'équilibre de l'économie nationale caractérisant les aspects matériels et financiers de la reproduction dans un système

unifié d'équilibre d'information macro-économique intégrée, destiné à refléter et à analyser, ensemble, tous les aspects de la reproduction et leur équilibre. Les matrices respectives sont appelées "balances matérielle et physique d'ensemble (BMFE)". La production du produit social brut est représentée par des types de produit et en secteurs économiques (branches de la sphère économique, branches produisant des produits, et les ressources du revenu national née et du produit fini, utilisées sont divisées respectivement en éléments des revenus initiaux et en types de dépenses finales.

Les balances matérielle et physique d'ensemble permettent d'intégrer les indicateurs caractérisant la production et l'utilisation de la valeur du produit créé dans la forme matérielle et financière et la création, distribution, redistribution et utilisation de la valeur du revenu national dans le circuit financier entre les principaux participants du processus de reproduction. La tâche formulée du balancement de la circulation de l'économie nationale est concevable mathématiquement et par ordinateur. Les tentatives de sa solution emploie l'algorithme général suivant :

1. Le choix du point de départ pour l'optimisation - de la BMFE de base, obtenue par le calcul direct d'après les données de base sur les grandeurs des facteurs ("de base" signifie "de départ" ou "initial", et non pas du tout "de fait");
2. Le choix des présentations du balancement à partir des orientations, mentionnées plus haut, ou d'une partie d'une présentation quelconque, ou de la combinaison d'orientation;
3. L'indication des limitations du balancement;
4. La recherche de la valeur extrême;
5. Le calcul direct de la BMFE optimale d'après les grandeurs optimales des facteurs, trouvés dans le chapitre 4.

Il y a des méthodes plus fines d'utilisation de la BMFE en tant que point de départ. Ce sont des tâches d'optimisation de la balance matérielle et financière consolidée, les modèles d'équilibre financier, les modèles d'équilibre monétaire. Ces modèles illustrent les principales méthodes de réalisation de l'équilibre de l'économie nationale, c'est-à-dire, son équilibre sans changement des données matérielles de base seulement par l'organisation de l'environnement financier pour sa réalisation par l'utilisation maximale efficiente des leviers de la circulation de l'économie monétaire.

3.3 "Les modèles de l'économie régionale" (Albegov M.M., prof. doct. ès. sc. écon. et Koltsov A.Y. cand. ès écon.)

Est consacré aux problèmes du modelage de développement économique et social des régions. Deux procédés du modelage de l'économie régionale sont traités, ceux de décomposition et de composition. On envisage deux types de modèles du mouvement régional : modèles économétrique et optimisation. Une importance particulière présente l'ensemble des modèles économétriques pour la planification régionale en cours d'élaboration par l'ICEM de l'Académie des sciences de l'URSS, modèles englobant des sous-systèmes de l'économie régionale

à un niveau différent et détaillé et aux différents horizons de planification. Obtenir les modèles régionaux et de l'économie nationale permet d'effectuer l'approche au modèle interrégional dont les problèmes principaux de l'élaboration sont su et du rapport.

3.4 "Le traitement des variables financières, du prix et de la balance des paiements dans les modèles de prévision à court terme basés sur la Matrice de la comptabilité sociale" (Thisen J.K.)

En introduisant ce document, le représentant du secrétariat de la CEA a dit que les modèles économétriques de prévision qui essayent de suivre et d'estimer l'acheminement futur du système économique global général et les affaires en particulier s'accroissent rapidement dans les pays en développement et dans les pays développés. Ces modèles économétriques de prévision ont pourtant d'aider les officiels gouvernementaux qui prennent des décisions à prendre des mesures fiscale et monétaires tendant à promouvoir la stabilité et la croissance économique dans leurs pays. Cependant, les modèles économétriques seuls ne suffisent pas pour faire une prévision correcte : jugement d'experts; les séries chronologiques, l'analyse des données courantes et les interactions entre variables jouent aussi un rôle important dans le processus de prévision.

Il a informé les participants du séminaire que depuis 1978, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique s'est engagée dans une série de programmes de construction des modèles de planification dans le but d'aider à prévoir la vision future des économies africaines. Ces modèles avaient pour but d'aider les pays africains à formuler les stratégies et politiques économiques dans un plan national cohérent et consistant, en indiquant les simplifications de politiques à suivre selon les divers scénarios alternatifs de développement.

En 1980, la CEA a complété les modèles économétriques qui étaient présentés à la première Conférence conjointe des planificateurs, statisticiens et démographes africains. Ces derniers ont émis plusieurs recommandations relatives à l'extension de modèles pour y inclure l'analyse multisectorielle et de compléter les macro-modèles à long terme par des modèles de prévision à court terme. Se conformant à cette recommandation, le secrétariat de la CEA a entrepris une deuxième étude sur les projections de produits et d'emplois sectoriels qui a été soumise à la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains en 1982.

Parmi les multiples recommandations de cette Conférence, figurait celle d'incorporer les variables financières, du prix et de la balance des paiements dans les modèles de planification multisectoriels et de compléter les modèles à long terme par des modèles à court terme.

C'est dans cette optique, que le secrétariat de la CEA a adopté la méthode de la Matrice de la Comptabilité sociale pour la prévision à court terme. Cette méthode est en voie d'application dans un certain nombre de pays africains sur la base d'essai avant d'étendre cette méthode à tous les pays africains, notamment l'Egypte et le Soudan pour l'Afrique du Nord; la Côte d'Ivoire et le Nigéria, pour l'Afrique de l'Ouest; le Zaïre, le Cameroun et le Rwanda pour l'Afrique centrale; et l'Ethiopie, le Kenya, l'Ile Maurice, et le Zimbabwe pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Toutefois, le système a été mis en place dans certains pays africains.

L'approche qui sous-tend l'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale conçue pour les pays en développement consiste à mettre au point et à appliquer un cadre comptable conforme aux deux principes directives, à savoir : a) le cadre doit être global et doit présenter une cohérence interne pour servir de base à la planification et au contrôle du développement de l'économie et b) il doit mettre l'accent sur les objectifs de distribution de la politique de développement, dans le cadre du système des données économiques existant. La Matrice de comptabilité sociale, dont la forme varie en fonction de la structure socio-économique de chaque pays et de la disponibilité des données appropriées fait appel, en général, à deux types de comptes : le compte courant de la production des biens, de l'emploi et du capital productif des secteurs privé et public, des travailleurs à l'étranger et du reste du monde, et le compte de capital des institutions et du reste du monde. Dans le cadre du système de prévision à court terme basée sur la matrice de comptabilité sociale, il s'est avéré opportun de mettre l'accent sur le traitement des variables financières, du prix et de la balance des paiements qui sont très pertinentes aux fluctuations à court terme de l'économie.

C'est dans le compte du capital que les variables financières sont introduites pour refléter les transactions financières sur ce compte, notamment les prêts et emprunts. De telles activités sont très importantes pour les économies en développement qui ont à faire face des problèmes dramatiques d'épargne en vue de financement des investissements requis. A cause du niveau bas de revenus, les individus privés, les entreprises et les gouvernements dans les pays en développement sont rarement capables de financer leurs propres investissements sur leurs excédents courants, ce qui implique qu'ils sont obligés d'emprunter sur les marchés monétaires et financiers ou à l'étranger un passif créé automatiquement à l'actif correspondant et le compte doit s'équilibrer. L'intégration des variables financières se fait à deux niveaux : premièrement, dans le compte du capital, les institutions sont classifiées en ménages, entreprises non-financières ou coopérations, gouvernements et banques et les autres institutions financières. Deuxièmement, le compte financier est ajouté ayant quatre points : monnaie locale, le compte de dépôts bancaires, emprunts aux prêts intérieurs, emprunts ou prêts étrangers et réserves officielles des banques.

En ce qui concerne les variables du prix, la formulation était basée sur l'analyse de la structure des coûts de production qui se sont avérées plus appropriées étant donné le niveau des données pour l'explication des changements qui peuvent intervenir dans les prix sectoriels dans les pays en développement. Le traitement des prix comprend les changements vraisemblables qui peuvent être arrivés dans la structure des salaires, les mouvements de taux d'échange qui sont beaucoup plus réels pour l'analyse de changements des prix à court terme. Le plus grand obstacle qui peut surgir dans les pays africains en développement en adoptant une telle formulation sectorielle des système de prix réside dans la non-existence d'indices des prix ou de la qualité de ceux disponibles. Par conséquent, les planificateurs et statisticiens africains peuvent être appelés à consacrer des efforts notables à la collecte des données appropriées sur les prix.

En ce qui concerne les variables de la balances des paiements, il est indiqué dans le document que bien que la plupart de ces variables étaient déjà incluses dans la structure de la MAC, il y a d'autres qui doivent être proprement analysés et traités dans les modèles multisectoriels, notamment les transferts

courants et les transferts de capital, les mouvements du capital et des dettes privées et publiques à court, moyen et long terme que les pays ont contracté pour mettre en place leurs plans de développement.

Il conclut en disant que pour une large compréhension du fonctionnement général de l'économie, il est essentiel que les pays africains adoptent l'incorporation de leur MACs dans leur cadre de planification. L'aspect du modèle relatif à la prévision de la demande à court terme est une base essentielle pour l'estimation de croissance réelle des économies à moyen et long terme.

3.5 La présentation de la CNUCED

Le représentant de la CNUCED a brièvement décrit l'expérience de son organisation dans le domaine de la modélisation macro-économique à long, moyen et court terme pour analyser la dynamique des économies des pays en développement. Il a présenté, en termes généraux, le système pour l'analyse de modélisation globale intégrée qui est en train d'être élaboré au sein du secrétariat de la CNUCED. Ce système comprend quinze sous-modèles régionaux, qui sont liés par les modèles de commerce international, prix et les flux financiers. Dans le cadre de système, les simulations et projections, de différents pays en développement, notamment les douze pays de la région africaine, ont été appliquées. Les résultats de telles projections sont présentés sous la forme d'un aperçu économique mondial à court terme qui est publié chaque année dans la revue "le Rapport sur commerce et développement" depuis 1981.

Une attention particulière est donnée aux aspects méthodologiques de la construction des modèles standards par pays et du traitement des variables extérieures dans le cadre du système. Le représentant a mis l'accent sur le fait que les projections des variables de la balance des paiements et du développement futurs du système. Quelques modèles concrets par pays des pays africains, notamment le Kenya, le Maroc et le Cameroun, ont été présentés avec l'explication de la méthodologie utilisée et des paramètres statistiques obtenus.

3.6 Rapport du représentant du Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat général des Nations Unies

Le représentant du DAESI du Secrétariat général de l'ONU a fait une brève présentation du travail et des prévisions et a mis à la disposition des participants trois documents du DAESI touchant l'objet du séminaire. L'analyse économique globale et les projections du Secrétariat de l'ONU donne un aperçu prospectif de l'environnement économique international dont les pays en développement ont besoin pour formuler leurs programmes de développement individuels et une base pour rendre consistantes les différentes projections faites par les commissions régionales et les agences spécialisées.

Le modèle économétrique global (GEM) comprenant deux modèles de déficit (ressources et emplois) par pays pour environ 130 pays a été utilisé par le Secrétariat général de l'ONU pour les projections à long terme (5 à 20 ans) qui ont servi entre autre, de base pour la détermination des objectifs de croissance de "la stratégie internationale de développement" de l'ONU pour les années 1970 et 1980. Le modèle qui est maintenu à jour est actuellement utilisé pour les analyses socio-économiques incluant : i) l'estimation des besoins en capitaux pour une croissance accélérée des pays en développement;

ii) l'évaluation de niveaux des dépenses requises pour atteindre les objectifs d'alphabétisation et de santé; iii) les changements possibles dans la distribution du revenu comme moyens de développement.

Plusieurs modèles multisectoriels élaborés par les Nations Unies ont été brièvement décrits. Le modèle input-output global (GIOM) développé par le Professeur Leontief et ses collaborateurs comprenant 45 secteurs et 15 régions a été utilisé pour les projections à l'an 2000 mais ne pouvait pas être gardé à cause du manque de ressources. Récemment, deux modèles dynamiques d'optimisation ont été développés par une équipe dirigée par A.G. Grandeberg avec A.G. Rubenstein comme principaux, en coopération avec l'Institut "Novosibirsk" de l'Académie des Sciences de l'URSS. Les modèles et les résultats sont présentés dans un rapport sous presse du projet. Quoique ces variables comprennent un grand nombre à déterminer de façon endogène incluant le calcul des prix "duels", elles requièrent plus de données et tendent de donner des solutions extrêmes qui ne sont pas faisables en réalité puis que les contraintes quantitatives ont été introduites en vue d'éviter de telles solutions.

Le département a aussi été un participant actif dans le Projet Link, projet international et non-gouvernemental qui intègre indépendamment les modèles économiques nationaux développés en un système de prévisions globales à court et moyen termes et les scénarios des projections. Les modèles nationaux sont construits et maintenus par des économistes locaux familiers, les caractéristiques nationales, institutionnelles, les caractéristiques des comportements et les politiques économiques intérieures. Les modèles économétriques dans les systèmes de liaison couvrent presque toutes les économies développées et environ 40 pays en développement. L'Afrique est actuellement couverte par 11 modèles de pays d'Afrique (Gabon, Libye, Nigéria, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Maroc, Soudan et Tunisie) et par deux groupes sous-régionaux : autres moins développés et autres). Un scénario récent du système de liaison montre que si les dépenses de défense des pays industrialisés étaient réduites à 0,7 pour du PIB, le PIB des pays africains en développement (exclus les membres de l'OPEC et l'Egypte) pourraient connaître une croissance additionnelle de 8,5 p. 100 dans les années 1990 alors que le gain moyen pour les autres pays en développement seraient seulement 1,7 p. 100. Les modèles économétriques de 17 pays africains (Cameroun, Ethiopie, Gabon, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Maroc, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tunisie, l'Ouganda, Zaïre et Zimbabwe) ont récemment été estimés pour être utilisés dans le projet de liaison. Les modèles analysent les mouvements des agrégats macro-économiques en termes réels et normaux et projettent les tendances des prix des phénomènes monétaires de la balance des paiements et passifs extérieurs.

Les réponses des 10 économies africaines au changement dans les 6 variables représentant les instruments de politiques intérieures et extérieures et les facteurs extérieurs ont été étudiées dans les modèles : i) une dévaluation monétaire; ii) une réduction des dépenses gouvernementales; iii) un accroissement des paiements nets de transfert par l'extérieur; iv) une croissance de la demande mondiale; v) une croissance des prêts commerciaux; et vi) une croissance des prix des produits de base primaires. Les résultats de la simulation expérimentée confirment que ces petites économies ouvertes avec un système de changes fixes peuvent avoir des effets significatifs et distincts sur leur situation macro-économique. Les modèles ont aussi indiqué l'existence des équilibres et établi les orientations quantitatives des décisions de politique économique.

En conclusion, le représentant du DAESI a relevé que l'expérience du Secrétariat dans le modelage global et national, particulièrement pour les pays africains, est intense et il existe un angle plus ample pour l'intensification de la coopération avec le secrétariat de la CEA en la matière. En particulier, il a suggéré la possibilité de mettre en place des équipes conjointes du secrétariat de la CEA, du DAESI et de la CNUCED pour assister les pays africains pour affiner leurs outils quantitatifs d'analyse des politiques économiques.

3.7 Documents des pays sur le traitement des prix et les variables de la balance des paiements

a) L'Ile Maurice

Le représentant de l'Ile Maurice a informé les participants du séminaire du progrès réalisé dans son pays sur la compilation de la MACs pour l'Ile Maurice et de l'élaboration du mode à court terme basé sur la MACs. Il a dit que les différents compartiments de la MACs pour 1981 avait déjà été remplis et le modèle est prêt pour démarrer. Cependant, il n'a pas été possible pour installer le modèle sur l'ordinateur du Ministère de la planification économique et du développement à cause de l'indisponibilité du lecteur du langage "Fortran". Il a ensuite clarifié la MACs désagrégée et les différents modules du modèle avec un accent spécial sur les modules, les prix et les balances de paiements.

Il a aussi mentionné les problèmes qui ont surgi, notamment ceux qui sont associés à la désagrégation, programmation des activités économiques, calcul des marges, la main-d'oeuvre qualifiée et les autres facteurs institutionnels.

Une question était posée sur la nécessité et la pertinence des modèles sophistiqués dans les petites économies insulaires comme l'Ile Maurice. Les modèles appropriés devraient être élaborés pour les pays pris individuellement tenant compte des conditions spécifiques des pays. La MACs dans ce sens apparaît approprié puisqu'il s'apprête de la désagrégation selon les besoins de planificateur, c'est-à-dire la désagrégation du compte du reste du monde par la source de financement qui peut être utilisé pour contrôler la situation de la dette.

Le travail sur la MAC s'avance d'une manière satisfaisante. Le modèle sera probablement installé l'année prochaine à l'Ile Maurice. Dans l'entre-temps, le Ministère de planification économique et du développement est en train de préparer un document sur la MACs à l'Ile Maurice de sorte que les institutions et le public général puissent se familiariser avec le potentiel de l'analyse qu'offre une MACs.

b) Rwanda

Traitement des variables des prix et de la balance des paiements dans les modèles MACs basés sur les prévisions à court terme : cas du modèle Umuganda du Rwanda; résumé de la communication faite par M. Sebahakwa Augustin, à l'occasion du séminaire.

Le modèle macro-économique Umuganda du Rwanda est un instrument technique de gestion et de prévision à court terme que le Ministère des finances et de l'économie vient de mettre sur pied afin qu'il soit utilisé pour préparer et faciliter la prise de décision à caractère économique.

Le modèle se propose de mettre en exergue les relations existant entre les principaux secteurs de l'économie nationale. Il est basé sur le Tableau entrées-sorties (TES) qui lui permet de cerner les relations intersectorielles et d'obtenir la Matrice des échanges intersectorielles pour la production domestique.

Le modèle Umuganda est donc un modèle "input-output" et les analyses qu'il permet de faire prennent en considération l'hypothèse de Léontief selon laquelle les intrants et les extrants en volume sont liés par une relation linéaire et le fait que la relation entre les consommations intermédiaires et la production totale est constante. Ceci n'est évidemment vrai qu'à court terme. Voilà pourquoi notre TES a besoin d'être mis à jour régulièrement.

Le rôle des prix dans cette analyse est d'être un dénominateur commun aux éléments du TES et d'en faciliter l'examen. Notons que certains éléments du TES tels que les impôts et les profits ne correspondent à rien en termes physiques, ils sont seulement exprimés en unités monétaires. La non-constance à moyen et long terme des prix tendra à introduire des distorsions si on ne la fait pas séparément. Voilà donc pourquoi un traitement particulier des prix a été prévu, non seulement pour tenir compte de ce problème, mais aussi, et surtout, pour étudier les changements des prix et leurs causes. Cependant même si théoriquement, un prix peut être attaché à chaque élément du TES, le manque de statistiques suffisamment détaillées et à jour fait que la plupart des études utilisent un prix déflateur pour tous les produits d'un secteur. Ce qui, grâce au coefficient technique, permet de lier le niveau de la production et le prix des intrants et d'isoler les effets de changement des prix.

Dans sa forme actuelle, le modèle Umuganda ne permet pas une analyse explicite des prix. Cependant, le TES permet de suivre les effets de contamination d'une augmentation des prix (y compris salaires, profits et impôts indirects) les uns par les autres dont la connaissance est utile au prévisionniste. Nous analysons donc l'impact d'une augmentation de prix dans un ou plusieurs secteurs sur les coûts et les prix de vente dans d'autres branches. Pour cela, il suffit de connaître ou de faire des hypothèses sur l'évolution des facteurs primaires ou des composantes de la valeur ajoutée : augmentation des salaires, relèvement des impôts indirects, etc. Théoriquement, on aura la relation $P = (I - A)^{-1}W$ qui lie le vecteur P des prix et le vecteur W de la rémunération totale des facteurs primaires. Ainsi, on arrive à répondre par exemple aux questions telles que "Quelle sera la répercussion sur le prix de chaque produits d'un relèvement de x p. 100: du taux de salaires; des impôts indirects; des prix des importations; des tarifs douaniers; etc.

L'analyse des variations des prix est donc faite en supposant que les prix induites par un changement exogène d'un ou plusieurs prix se répercutent effectivement et intégralement sur les nouveaux prix des autres secteurs. On n'étudie pas encore le problème d'une éventuelle substitution suite à l'augmentation des prix des produits de consommation finale et des intrants.

Le modèle Umuganda comprend un module "Balance des paiements" qui traite et établit un compte de la balance des paiements selon la présentation habituelle de la Banque nationale du Rwanda et du Fonds monétaire international.

Cependant, un petit problème persiste en ce sens qu'une partie des services non facteurs sont regroupés ensemble avec une partie des services facteurs. Nous avons l'intention de désagréger cette rubrique avant d'inscrire les services facteurs et les services non-facteurs dans le fichier "scénario".

Le module "balance des paiements" établit également un compte récapitulatif relatif aux principales données du commerce extérieur. Notons pour terminer que le traitement de la balance des paiements est basé sur les données exogènes liés dans le fichier "scénario". Ceci pour dire donc que le modèle Umuanganda n'est pas encore parvenu au niveau d'endogénéiser la balance des paiements, ce qui n'empêche pas au prévisionniste ou au gestionnaire de l'économie nationale de faire des simulations utiles.

3.8 Discussions sur les modèles de prévision à court terme basés sur la MACs

Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont soulevé la question de savoir dans quelle mesure, les modèles de prévision à court terme tiennent compte des problèmes de la sous-utilisation de capacité que confrontent beaucoup des économies africaines à ce moment et dans quelle mesure les prêts qui sont octroyés pourraient efficacement être utilisés pour résoudre ce problème de l'utilisation de la capacité.

Le représentant de la DAESI a loué le travail de la CEA sur les modèles de prévision à court terme utilisant l'approche de la MACs, particulièrement dans cette période de temps où les pays africains sont confrontés par plusieurs problèmes à court terme de la balance des paiements, du poids de la dette, des calamités naturelles (sécheresse, désertification et inondations) et les crises socio-économiques. Il a mis l'accent sur le fait qu'aujourd'hui les activités de travail des diverses institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI et la DAESI s'orientent vers la solution des problèmes à court terme et s'éloignent de plus en plus des études de perspectives à long terme des années 60 et 70. La collaboration entre la CEA et la DAESI dans le domaine de la prévision à court terme est donc très pertinente.

Le représentant de la CNUCED a aussi loué le travail entrepris par le Secrétariat de la CEA, en particulier les efforts entrepris pour inclure les variables de la balance des paiements dans les modèles de prévision à court terme. Il a dit que ce travail correspond à ce que la CNUCED est en train de faire pour les pays en développement, notamment dans le domaine du commerce extérieur. Il a fait quelques observations pour la clarification de certaines équations du modèle relative à la balance des paiements pour les aligner avec les hypothèses de la CNUCED et de la Banque mondiale, particulièrement, en ce qui concerne le traitement des importations et exportations f.o.b.

Thème 4 : Modelage du secteur énergétique en vue d'améliorer la balance énergétique

4.1 "L'analyse et le modelage, la situation énergétique en Afrique" (Dr. V.E. Schevtsova)

Ce rapport traite la méthodologie d'enquêtes des conditions énergétiques des pays d'Afrique. Les problèmes majeurs ont été identifiés et comprennent l'analyse du domaine de l'enquête, la modélisation du sujet de l'enquête qui concerne la production de pétrole et de gaz dans les pays africains; les

les performances de l'équilibre énergétique globale et l'agencement général du modèle sur la situation énergétique de l'Afrique. Les coefficients structurels et les principaux éléments du tableau d'équilibre permettent de mettre en lumière le rôle et la place de certains pays africains dans la division internationale du travail et dans la situation énergétique mondiale.

4.2 Elaboration de modèle du secteur de l'énergie pour améliorer l'équilibre de la balance énergétique (M. Bugembe P.K.)

En présentant le document intitulé "élaboration de modèle du secteur énergétique pour améliorer l'équilibre de la balance énergétique", le représentant de la CEA a d'abord noté le rôle capital de l'énergie dans le processus de production et de consommation. L'énergie est nécessaire à l'agriculture, l'industrie, les transports, la construction et les services. Il a relevé qu'actuellement, les questions énergétiques ne sont pas considérées comme critiques comme dans les années 1970. Après la hausse des prix du pétrole, cela était en partie due à la baisse récente des prix du pétrole et à l'urgence de nombreuses zones critiques dans les pays africains telles que les pénuries alimentaires, les problèmes de la dette et les difficultés chroniques de la balance des paiements.

Il est toutefois, bien connu que l'Afrique a un sérieux problème d'énergie caractérisé par a) la pénurie de devises pour l'importation de l'énergie; b) la désertification résultant de la déforestation massive due à l'usage étendu du bois; c) à l'inefficience de l'utilisation de l'énergie; d) à l'inexploitation des ressources énergétiques.

Compte tenu du manque de devises, le représentant de la CEA a fait ressortir qu'en dépit de la baisse récente des prix du pétrole, beaucoup de pays africains auront encore à faire face à des problèmes pour couvrir leurs importations de pétrole. Cela est dû au faible taux des croissances des exportations, au bas niveau des prix des produits de base et au lourd fardeau du service de la dette. Aussi, beaucoup de pays africains importateurs de pétrole ont réduit leurs niveaux d'importation de pétrole de façon significative. Mais la réhabilitation et la relance des économies africaines exigera encore plus d'importations de pétrole.

Concernant le problème de la déforestation, causé par l'utilisation du bois, le représentant de la CEA a mis l'accent sur le fait que le problème est très sérieux. Il menace beaucoup de pays africains de désertification, mais aussi de pénurie de ressources énergétiques pour les populations rurales. En outre, l'extension de la désertification a aussi affecté l'agriculture par les sérieuses dégradations des sols qui en résultent.

4.3 Les documents présentés par les pays en matière d'élaboration de modèle sur le secteur de l'énergie

L'expérience du Burundi sur l'énergie

Le représentant du Burundi a donné l'expérience de son pays sur l'énergie en disant que le modèle "énergie" étant attribuable au cadre sectoriel du système de planification, se compose de deux éléments, à savoir le modèle "carburant" et le modèle "électricité". Le sous-modèle "carburant" fournit des prévisions pour cinq catégories de carburant importé, une production locale de produits pétroliers étant inexistante.

Le sous-modèle "électricité" permet des prévisions de l'offre et de la demande d'électricité. L'offre locale est déterminée par la réalisation des projets d'électrification urbaine et rurale prévus ou en cours. L'écart entre la demande et l'offre est couvert par des importations.

I. Carburant

Jusqu'en 1981, les importations de carburants ont été estimées de façon globale pour une fonction d'importation unique exprimant le rapport du volume d'importation par rapport au PIB du secteur secondaire. Vu un coefficient d'élasticité très élevé se situant entre 1,4 et 1,6, ainsi qu'une flambée du prix du pétrole, il s'est avéré indispensable d'approfondir l'analyse des importations futures. Depuis lors, on fait la distinction entre cinq catégories de carburants, à savoir :

1. Essence
2. Fuel oil
3. Gas oil
4. Pétrole lampant
5. Autres produits pétroliers.

L'évolution prévisionnelle pour chaque catégorie est liée soit à la croissance du PIB du secteur secondaire, soit à la consommation des grands utilisateurs industriels en fonction de leurs besoins de produits. En plus, une partie de la consommation de gas-oil varie selon le rythme des investissements dans la construction des routes. La plus grande partie des importations du fuel-oil est consommée par trois entreprises, à savoir une brasserie, un complexe textile et une usine de thé. En appliquant des coefficients techniques aux productions de la bière et les tissus, on calcule ainsi les besoins d'importations prévisionnelles.

La consommation du pétrole lampant s'adapte au rythme de la croissance démographique. Les autres produits pétroliers consistent surtout en hydrocarbures gazeux et asphaltes. Dans les prévisions, on a retenu une augmentation constante de leur consommation par an.

II. Electricité

Dans ce sous-modèle, une distinction est faite entre la consommation d'électricité à Bujumbura (capitale du pays) et celle des autres provinces. S'agissant de la consommation à Bujumbura, nous distinguons deux principaux groupes de consommations d'électricité :

- par particuliers;
- par le gouvernement.

En ce qui concerne la demande à Bujumbura, on a effectué plusieurs tests de régression avec le PIB total, le PIB commercialisé, le PIB du secteur secondaire et le PIB du secteur public. A la fin, on a retenu trois relations stochastiques. Pour les autres catégories de demande, on a supposé une croissance selon les tendances des sept dernières années.

Au niveau des autres provinces, une distinction est faite entre l'énergie produite par les groupes électrogènes et celle produite par les centrales hydroélectriques installées au Burundi.

4.4 Discussions sur l'élaboration des modèles du secteur de l'énergie

Dans la discussion du document, les participants ont mis l'accent sur la nature perversité du problème énergétique de l'Afrique comportant, d'une part de bas niveaux de consommation de l'énergie et d'autre part un fardeau très lourd des importations d'énergie. Un participant a indiqué que le problème de l'énergie allait s'empirer en Afrique plutôt que de s'améliorer. Toutefois, dans l'analyse systématique de l'ampleur du problème il était nécessaire de faire des projections à la fois de l'offre et de la demande compte tenu des besoins d'investissement. A cet effet, le modèle de la CEA devrait être élargi. Aussi, dans l'estimation de la demande, une attention particulière doit être accordée aux différentes stratégies que les pays africains adopteront. La mise en oeuvre des différentes stratégies dans des domaines comme ceux de l'industrialisation devraient entraîner des niveaux de demande différents. Une question a été aussi soulevée au sujet de l'applicabilité du modèle dans les pays africains. Il a été aussi suggéré qu'il était nécessaire d'analyser tous les facteurs y compris la population qui influe sur la demande d'énergie. En définitive, un éclaircissement a été demandé sur l'incidence des prix élevés du pétrole sur la demande en Afrique.

En réponse, à ces différentes questions, le représentant de la CEA a indiqué que le problème de l'énergie en Afrique était vraiment pervers. Pour cette vision, il était nécessaire de l'analyser de façon approfondie. Dans ce sens, le système proposé était un début. Concernant l'application du modèle, le représentant de la CEA a indiqué l'exemple donné dans le document pour illustrer les différents scénarios qui pourraient être analysés. Concernant l'effet des prix de l'énergie, le représentant de la CEA a informé la réunion que beaucoup de pays importateurs de pétrole avaient réduit le niveau de leurs importations. Dans certains cas, les niveaux ont été si drastiquement réduits que les activités de production ont été très affectées.

Thème 5 : Coopération économique entre l'URSS et les pays africains

5.1 Etat et perspectives de coopération économique et scientifique entre l'URSS et les pays africains (par le Prof. Tchertvertakov W.A., expert en communauté d'Etat de l'URSS pour les relations économiques avec l'étranger)

Dans son rapport, il a décrit la coopération de l'URSS avec les pays africains. Le Gouvernement soviétique accorde une grande attention aux perspectives de coopération avec les pays africains. Un accord à long terme est conclu entre l'URSS et certains pays tels que l'Angola, l'Ethiopie, le Congo, la Tunisie, le Maroc et certains autres. Près de 22 000 étudiants africains ont été formés en URSS.

Avec l'aide de l'URSS, il a été construit 1 500 écoles et grandes écoles en Afrique. La treizième session de l'Assemblée Générale de l'ONU a déclaré que l'aide aux pays africains est la politique de l'Etat de l'URSS. L'aide financière est offerte par l'URSS à des conditions profitables aux pays africains. Cependant, les besoins d'aide pour les pays africains atteignent 150 millions de dollars des E.U. Le Prof. Tchertvertakov a décrit certains projets de développement de la coopération dans la construction d'entreprises complètes fournissant des procédés technologiques modernes.

5.2 La coopération entre l'URSS et la CEA (Dr. M.O. El-Egaily)

Le représentant de la CEA a loué la coopération économique et technique existant de longue date entre le Gouvernement de l'URSS et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Il a fait ressortir que cette coopération ouvre une large gamme d'activités d'importance cruciale pour le développement de la région africaine. Il a exprimé sa gratitude que la coopération soit étendue au domaine très important de formation de planificateurs africains en matière de planification du développement économique et du fait qu'elle ait menée particulièrement avec l'éminent et renommé Institut de Sciences Socio-mathématiques de l'Académie des Sciences de l'URSS. Il a exprimé son espoir que cette coopération avec l'Institut et avec des institutions similaires de l'URSS aille de l'avant et s'étende à tous les niveaux.

Le représentant de la CEA a mis l'accent sur les besoins de renforcer la coopération dans deux domaines spécifiques d'importance significative pour le développement de la région africaine et que des efforts devraient être faits pour explorer dans plus de détails les voies et moyens de les réaliser pleinement.

6. Voyage d'étude

La réunion a aussi effectué un voyage d'études à Riga en République Lutuviennne. Au cours de ce voyage, les participants ont visité l'Institut d'Etat pour l'économie de l'Académie des sciences de la République de Lutuovia. Les participants ont été informés des modèles qui sont utilisés. Il s'agit en particulier du modèle du secteur agricole et d'un système régional intégré d'input-output. Une démonstration sur ordinateur a été également faite. A la fin de la visite à Riga, les participants ont aussi visité la ville touristique d'Urmala.

RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Thème 1 : Intégration du secteur informel dans la planification multisectorielle

Etant donné l'importance et le rôle croissant joué par le secteur informel dans les domaines de la promotion de l'emploi, les possibilités de gagner les revenus, l'acquisition des compétences, et la satisfaction des besoins fondamentaux des économies africaines, il est recommandé que :

1. Les gouvernements prennent des mesures positives pour intégrer le secteur informel dans leur processus de la planification macro-économique. Pour réaliser cet objectif, il est recommandé que les gouvernements :

- a) prennent des mesures pour corriger l'image négative actuelle;
- b) organisent les séminaires au niveau national pour constituer un cadre d'échanges des idées entre les planificateurs, chercheurs, et la population;
- c) accroissent la collecte des données sur le secteur informel et mettent à jour l'information existante;
- d) identifient les domaines où le secteur dégage une contribution significative et initient des programmes appropriés d'assistance;
- e) prennent des mesures qui tiendront compte de la nature particulière du secteur pour accroître sa contribution au développement national.

2. Les Ministres africains de planification et de développement national donnent à la CEA, en collaboration avec d'autres agences internationales, le mandat pour :

- a) accroître leurs activités dans le secteur informel, particulièrement dans les domaines de l'intégration macro-économique;
- b) entreprendre les recherches, la collecte de données, et l'analyse du secteur;
- c) organiser des tables rondes/séminaires des planificateurs africains sur le secteur informel.

Thème 2 : Recommandations sur les modèles de prévisions à court-terme basés sur la matrice de comptabilité sociale (MACs)

Etant donné que pour le moment, les pays africains en développement sont confrontés à des plus grandes incertitudes du fait des chocs exogènes (notamment les fluctuations de prix de marchandises, conditions climatiques, etc.) et qu'il y a nécessité d'adopter et mettre en place des modèles de prévision à court terme qui pourraient aider les planificateurs africains pour analyser et contrôler l'évolution de leurs économies respectives et procéder aux ajustements nécessaires à temps, le séminaire recommande que :

1. Le secrétariat de la CEA renforce et étend ses activités sur les modèles de prévision à court terme pour y inclure autant de pays africains que possible, prenant en compte des caractéristiques spécifiques de chaque pays des variables financières, les prix et la balance de paiements qui sont des sujets pertinents de prévision à court terme;

2. Le secrétariat de la CEA, en collaboration avec d'autres organisations internationales spécialisées, devront aider les pays africains à organiser leur système de données en matrice de comptabilité sociale (MACs) qui est considérée comme un instrument puissant d'analyse et de prévision économique, les données relatives aux balances intersectorielles (les coefficients techniques entrées-sorties et leur dynamisation). A cet égard, l'assistance devra être donnée aux pays africains pour :

- a) installer une base de données adéquate, dès que possible et appropriée;
- b) fournir des équipements informatiques à travers les arrangements bilatéraux et multilatéraux;
- c) former le personnel local dans la manipulation des modèles de prévision à court terme en envoyant les consultants pour la formation sur place ou en octroyant des bourses d'études pour la formation à la CEA ou à l'étranger;
- d) établir une unité de prévision à court terme dans les ministères/départements de planification comme un instrument institutionnel de suivi;
- e) obtenir les informations sur l'expérience des autres pays dans la construction des modèles de prévision à court-terme;
- f) intégrer les modèles des pays africains dans le projet "Link" mondial.

3. Les pays africains devront mener des enquêtes indépendantes pour assurer la cohérence interne des plans de développement à court et à long-terme. Ces enquêtes comprennent, entre autres, les enquêtes de ménages, enquêtes industrielles, les enquêtes de population, des prix, des données financières et commerciales, etc.

Thème 3 : La construction des modèles sur l'énergie

Les participants:

Considérant l'importance des secteurs de transport et énergie pour l'harmonisation et l'accélération du développement des pays africains;

Conscients du fait que les coûts de l'énergie sont relativement élevés, donc contribuent aux coûts très élevés de transports pour les pays africains en général et pour les pays moins avancés en particulier;

Conscients aussi de la nécessité d'améliorer la gestion des ressources énergétiques disponibles aussi bien que les investissements en transport;

Considérant le coût élevé de transport et énergie dans les pays en développement;

1. Recommandons aux pays africains :

- a) de collecter autant de données que possible pour permettre la construction des modèles incorporant les secteurs de transport et d'énergie;

- b) de considérer la planification de l'énergie comme une part intégrante de leur planification de développement économique et social;
- c) d'explorer les sources renouvelables de l'énergie;
- d) de construire et mettre en oeuvre les programmes d'afforestation et de réafforestation pour assurer la disponibilité permanente du bois de feu dans les milieux ruraux et stopper la tendance de dégradation rapide résultant de la déforestation;
- e) d'accroître la coopération dans les domaines de l'énergie sur le plan bilatéral aussi bien qu'à travers les groupements sous-régionaux tels que le SADCC, CEDEAO, ZEP, etc. et assurer la conservation de l'énergie;

2. Demande à la CEA et à l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique :

- a) d'assister les pays africains désirant d'introduire un sous modèle sur l'énergie et le transport dans les modèles existants ou construire des modèles en envoyant dans des pays africains les experts et les équipements nécessaires;
- b) d'accorder une assistance technique et matérielle concernant la programmation sur l'ordinateur et le traitement des statistiques.

Thème 4 : Recommandations sur la planification régionale et sectorielle

Prenant note de l'importance de la planification globale appuyée par une planification régionale cohérente et efficiente;

Conscients de la nécessité de coordonner les politiques sectorielles pour une meilleure articulation des économies des pays africains;

Les participants du séminaire recommandent ce qui suit, relatif à la planification multisectorielle :

- 1. mettre en place, progressivement, un système d'information et de données régionales;
- 2. Prendre en considération, là où c'est possible, l'aspect régional dans l'élaboration des plans nationaux à moyen et long-terme;
- 3. Créer des structures régionales de planification et donner à celles qui existent déjà des moyens appropriés dans la modélisation;
- 4. Etablir les mécanismes appropriés pour la décentralisation de la gestion et de la planification;
- 5. Construire des modèles simples qui peuvent montrer l'effet de l'intégration des pays africains dans des domaines tels que le commerce et les transports;
- 6. Accroître l'assistance technique de la CEA aux pays africains pour la préparation des plans de développement.

Thème 5 : Recommandations sur la coopération dans le domaine des modèles de planification et de gestion macro-économique

Le séminaire :

Prenant note des différent stades de développement dans la construction des modèles dans les pays membres de la CEA;

Considérant que l'échange de l'information et d'expériences est toujours enrichissante;

Considérant les possibilités de coopération entre les agences spécialisées internationales et gouvernementales;

Considérant finalement qu'aujourd'hui plus que dans le passé, la planification et la gestion nationales de l'économie nationale deviennent de plus en plus inséparables avec l'utilisation des modèles de planification et de gestion macro-économique.

Recommande :

1. L'intensification de la coopération dans le domaine de la modelisation entre tous les pays membres de la CEA y compris l'organisation entre eux d'un système d'échanges d'information et d'expériences d'un côté et, de l'autre, entre ces pays et la CEA. A cet égard, la CEA devrait entreprendre et encourager ces formes de coopération;
2. Le développement d'une telle coopération entre les pays africaines et la CEA d'un côté et le renforcement de l'expérience et de la compétence des organisations internationales et gouvernementaux spécialisés qui sont de nature à promouvoir l'utilisation de la modelisation dans la planification et la gestion macro-économique;
3. L'encouragement des réunions scientifiques pour la promotion et le développement de la modelisation dans les pays africains; pour ce faire, la CEA devrait explorer toutes les possibilités et bénéficier de l'expérience de l'Union Soviétique, en particulier de l'expérience de l'Institut Central des Sciences économiques et mathématiques et de l'Académie des Sciences de l'URSS et des organismes similaires de l'URSS.

